



Grand Conseil  
Secrétariat général  
Pl. du Château 6  
1014 Lausanne

# Interpellation

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 20-INT-447

Déposé le : 11.02.20

Scanné le : \_\_\_\_\_

**Art. 115 et 116 LGC** L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).

**Délai de réponse dès le renvoi au CE : trois mois.**

## Titre de l'interpellation

Création d'E.M.S. dans ce Canton est-ce un privilège des villes ?

## Texte déposé

Je n'apprendrai rien à personne en disant que la création d'un EMS est loin d'être simple. C'est un parcours du combattant semé d'embûches divers et variées.

La population toujours plus vieillissante est la conséquence d'une espérance de vie toujours plus longue et c'est tant mieux.

Il est aussi toujours plus compliqué de trouver des places en EMS ou dans des appartements protégés assez proches du lieu de résidence. Il faut souvent faire des dizaines de kilomètres pour aller trouver un proche qui réside en EMS.

Dans 2 petites communes de ma région, il y avait un projet de création d'EMS et de plusieurs appartements protégés mais chacun de ces projets est tombé à l'eau à cause du durcissement de la LATC principalement, mais aussi à cause d'interminables péripéties administratives.

Afin d'essayer d'améliorer cette situation, je me permets de poser quelques questions au Conseil d'Etat.

1. Manque-t-il des places en EMS dans notre Canton ?
2. Y a-t-il une bonne collaboration entre les différents services de l'Etat concernés par la création d'EMS et d'appartements protégés ?
3. Où sont situés principalement les EMS dans notre Canton ?
4. Combien y a-t-il d'EMS dans les communes de moins de 3000 habitants ?
5. Est-ce que le Conseil d'Etat estime que la répartition des EMS est juste dans ce Canton ?
6. Si la situation n'est pas jugée satisfaisante quelle piste propose le Conseil d'Etat ?

Je remercie d'avance le Conseil d'Etat pour ses réponses.

## Commentaire(s)

Conclusions

Souhaite développer



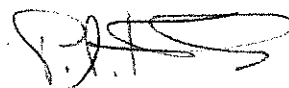
Ne souhaite pas développer



Nom et prénom de l'auteur :

Favrod Pierre-Alain

Signature :



Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature(s) :

**Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : [bulletin.grandconseil@vd.ch](mailto:bulletin.grandconseil@vd.ch)**